

Scénario du possible

L'Express – Chronique de Vanf – 23/01/12

«PHAT Instruction» peut-on lire sur une liste de Notam que publie le site de l'ASECNA (www.ais-asecna.org/rss/bniantana.php). Sur Radio France Internationale, le Premier Ministre Jean Omer Beriziky affirme que le Gouvernement n'est pour rien dans une décision de fermeture dont la réalité est cependant incontestable. Si ce n'est le Premier Ministre, ni son Gouvernement, c'est donc la Présidence de la Haute Autorité de la Transition Qui croire Qui décide Qui gouverne Madagascar, si tant est que Madagascar soit encore gouverné

Les principales agences (AFP, Reuters, Al-Jazeera) et la presse internationale (française, mauricienne, américaine) relaient le même message: que «Le pouvoir malgache voulait arrêter l'ex-président Ravalomanana», que «L'ex-président malgache Ravalomanana a été empêché de rentrer au pays». Le vol 8252 d'Air Link, de ce 21 janvier 2012, aura été un casse-tête pour les partisans du PHAT et s'achève sur une Bérézina médiatique: panique, improvisation, implosion.

Le ministre de la Défense dit s'en tenir au maintien de l'ordre, le chef de l'état-major mixte opérationnel (EMMO-Reg) d'Analamanga prétend appliquer un mandat d'arrêt contre Marc Ravalomanana, la ministre de la Justice préfère ne pas en rajouter, le Premier Ministre aurait assuré Marc Ravalomanana qu'il ne voyait aucun inconvénient à son retour à Madagascar. À têtes multiples sur mille pattes de groupuscules, la HAT achève d'incarner un monstre politique.

La communication de la mouvance Marc Ravalomanana aurait été parfaite si, à l'allusion à sa condamnation par contumace pour l'affaire du 7 février 2009 était systématiquement annexée une «note explicative» établissant la comparaison avec le précédent du 10 août 1991, à savoir l'envoi délibéré d'une foule à l'assaut d'une «zone rouge». Sans préjudice des doutes juridiques quant à la compétence pour juger du tribunal qui a prononcé la sentence.

Cet épisode montre les limites du «Gouvernement de Transition d'Union Nationale», disposition fondamentale de la «feuille de route» du 16 septembre 2011. Et pose la question de la pertinence de ladite feuille de route à résoudre cette crise. Le feuilleton des reconnaissances bilatérales (réception à l'Élysée, remise de lettres de créance par l'ambassadeur de l'Union Européenne et par le coordonnateur résident du système des Nations unies) ne suffira pas. Le dialogue des partenaires internationaux avec les autorités de la Transition était d'ailleurs conditionné au respect préalable des engagements pris dans le cadre de la feuille de route, lesquels engagements ne s'arrêtaient certainement pas à la formation d'un Gouvernement élargi. Vigilance et non exclusion, donc, à l'endroit d'une communauté internationale dont les auspices nous sont indispensables.

Vigilance et non exclusion, également, à l'adresse du FFKM (conseil œcuménique des églises historiques), intervenant historique de toutes les crises politiques depuis quarante ans, et décidément la seule entité suffisamment représentative, réellement ancrée dans le paysage national, concrètement au contact de millions de Malgaches au moins chaque dimanche du culte, pour qu'on lui accordât à nouveau la parole, comme médiateur national dépositaire du cachet malgacho-malgache.

Vigilance dans la sélection, par contre, s'agissant des acteurs politiques. Symboles d'un rassemblement autour de leur nom, chacun des trois anciens présidents de la République a conservé une sorte de «minorité de blocage» qui a toujours privé la HAT (Haute Autorité de la Transition) d'un fonctionnement normal, régulier, serein. La seule méthode, qui ait pu lever ce veto, fut l'esprit de l'accord de Maputo suivi de l'acte additionnel d'Addis-Abeba. Améliorons-en la lettre, mais gardons son esprit.

Personne ne souhaite une sortie de crise par la violence d'où cette recherche obsessionnelle d'un dialogue dans le respect mutuel et la compréhension réciproque. Au «Fihavanana», il faut un contenu d'équité, base de la confiance et cadre d'une réconciliation qui évite la récurrence d'une autre crise structurelle. Des élections, simplement mathématiques, sans cette précaution politique, seraient moins une solution que source de nouvelles tensions. Car il s'agit bien, d'abord et surtout, d'apurer le passif de 1972, 1991, 2002 et 2009 avant un «plus jamais ça».